

Les acteurs de l'environnement signent un texte de référence

Cette seconde journée des Assises nationales de la biodiversité restera marquée par l'adoption d'une résolution relative à l'interdiction de tout nouveau permis d'exploitation et de prospection pétrolière en Méditerranée

Ils ont pensé l'urbanisme de demain, mis en perspective agriculture et biodiversité ou bien exprimé des inquiétudes environnementales. Ils ont aussi développé des idées neuves dans le domaine de la fiscalité, envisagé la biodiversité comme un atout économique majeur, placé l'accent sur des changements d'approche profonds, ainsi que sur une mobilisation publique et privée, souvent ancrée dans les territoires. Hier, tout au long de la journée, la biodiversité fleurait tout autant l'économie, le tourisme, le social, voire la philosophie. Et, au fil des ateliers, les grands acteurs de l'environnement réunis au palais des congrès d'Ajaccio, à l'occasion des Assises nationales de la biodiversité, ne se sont pas privés de lancer des pistes de réflexion, d'établir des priorités et d'inviter à quelques petites révolutions environnementales. En fin d'après-midi, ils ont aussi pris un engagement ferme aux côtés de Gilles Simeoni, président du conseil économique de la Corse. À ce stade, la démarche a consisté à ratifier A Chjama d'Aiacciu, en d'autres termes, la résolution d'Ajaccio relative à la demande d'interdiction de tout nouveau permis de prospection et d'exploitation pétrolière en Méditerranée.

Totale opposition

L'initiative avait été exposée dès la séance d'ouverture des Assises, mercredi 5 juillet. Elle est alors plébiscitée et "largement validée par acclamation", rappelle le président de l'exécutif. On retrouve le lendemain, la même unanimité de pensée. Le document dont la rédaction a été confiée à une petite équipe composée entre autres de juristes est signé par l'ensemble des experts,



Ségolène Royal était présente aux Assises. Elle a fait une halte sur chaque stand. Et précédée de quelques minutes à peine Brune Poirson.

/PHOTOS MICHEL LUCCIONI

des représentants institutionnels, associatifs, et des acteurs industriels présents. Des particuliers tiennent aussi à apposer leur signature sur la feuille. Symboliquement, c'est Ségolène Royal ministre de l'Environnement, de l'énergie et de la mer jusqu'au 10 mai 2017 et désormais ambassadrice de France chargée de la négociation internationale pour les pôles Arctique et Antarctique qui est la première à signer. Le moratoire qu'elle a pris le 8 avril 2016 contre toute prospection en Méditerranée lui procure cet honneur. Brune Poirson secrétaire d'État auprès de Nicolas Hulot, ministre de la Transition écolo-

gique et solidaire, présente dans l'auditorium, quant à elle, se prononce en faveur de la démarche. Par la force des choses, elle ne sortira pas son stylo du sac. "Comme elle est en fonction gouvernementale, elle ne pourra pas s'associer à ce vœu", explique-t-on. Dans tous les cas, les signataires manifestent de façon solennelle "leur totale opposition à toute prospection ou exploitation pétrolière de gaz de schiste en Méditerranée quel que soit le statut des eaux concernées".

Dans le même élan, ils appellent à interdire "toute nouvelle autorisation de prospection d'exploitation ou de prospection d'hydrocarbures en

Méditerranée". On ne s'arrête pas là. Et on impose une mission aux décideurs de tous les pays ou presque. La méthode dans le texte consiste à "inviter les gouvernements, les autorités et acteurs infra-étatiques européens et internationaux à prendre toute initiative utile, destinée à formaliser au plus vite cette interdiction". Au nom des risques de pollution liés à l'exploitation pétrolière, en vertu de la fragilité de la Méditerranée et de la nécessité de transmettre aux générations futures, un patrimoine environnemental préservé. Entre autres.

VÉRONIQUE EMMANUELLI
veronique@corsematin.com



La secrétaire d'État auprès de Nicolas Hulot, ici avec Gilles Simeoni, s'est engagée à interdire l'exploitation d'hydrocarbures.

Ségolène Royal : au nom du travail accompli

Elle a été invitée à cette 7^e édition des Assises nationales de la biodiversité. Et elle a fait le déplacement jusqu'à Ajaccio pour participer à l'événement, "parce que cela me faisait plaisir, parce que l'île illustre tous les progrès réalisés en matière de biodiversité", résume Ségolène Royal. Elle se sent très concernée par les problématiques traitées et par la réalité insulaire. Elle a à l'esprit "tout le travail que nous avons accompli avec la Corse et avec Gilles Simeoni". Elle reste préoccupée par les processus engagés. Elle ne cache pas qu'elle tient à observer comment les choses s'organisent. "J'en profite pour voir où en sont tous les projets que nous avons lancé ensemble, comme la création du parc naturel marin du Cap Cor-



Ségolène Royal, en 2016, lors de sa visite à la Parata. /ARCHIVE P.-A.F.

se. J'ai vérifié que les cinq emplois que j'avais prévus sont bien là. Le directeur est en place. La structure s'est mise en place très vite. J'ai le

souci de suivre le fait que la parole de l'État soit bien tenue par rapport à tous les efforts réalisés pour protéger et valoriser les espaces naturels

remarquables." Elle reviendra aussi sur l'opération Grand Site des îles Sanguinaires à la pointe de la Parata, sur l'essor des territoires à énergie positive, sur la réglementation des mouillages des bateaux dans les réserves marines ainsi que sur l'entrée en vigueur du dispositif de séparation du trafic maritime dans le canal de Corse entre la Corse et l'Italie. Les avancées s'enchaînent sous le mandat de Ségolène Royal. Elle fera aussi de l'océan un sujet majeur de la Cop 21. Et selon elle, "la Méditerranée a toutes les caractéristiques d'un petit océan avec la fragilité en plus. Tout ce qui serait fait en matière de protection et de valorisation de l'environnement dans ce périmètre pourra être reproduit ailleurs".

V. E.

Brune Poirson, secrétaire d'Etat : "C'est un début"

Brune Poirson, secrétaire d'État auprès de Nicolas Hulot, ministre de la Transition écologique et solidaire, s'est elle aussi rendue aux Assises nationales de la biodiversité à Ajaccio. Elle ira de stand en stand, se montrera curieuse et chaleureuse. Dans les allées du palais des congrès, l'objectif est d'aller au contact des gens. "Il est essentiel pour nous de travailler au plus près du terrain, avec ceux qui mettent en œuvre nos politiques publiques et au plus près de la population que nous servons", insiste-t-elle. Elle n'aurait raté l'événement sous aucun prétexte. "Pour moi et pour Nicolas Hulot, c'est fondamental d'être ici aujourd'hui. La biodiversité est un enjeu aussi important que celui du climat." Il y a la dimension corse à prendre en compte aussi. "L'île compte parmi nos plus beaux territoires. Elle est un vrai vivier en termes de biodiversité." A cela viennent s'ajouter "des habitants à l'imagination foisonnante et des institutions composées de gens très dévoués qui ont beaucoup d'idées". La visite d'hier est envisagée comme "un début". "Je reviendrai en Corse travailler. Nous sommes dans la construction. Nous voulons améliorer la protection de l'environnement." Le plan climat annoncé par Nicolas Hulot servira de base à de futures rencontres.